

LA CRISE RUSSE : C'EST BIEN L'ÉCHEC DÉFINITIF DE KORNILOF

EXCELSIOR

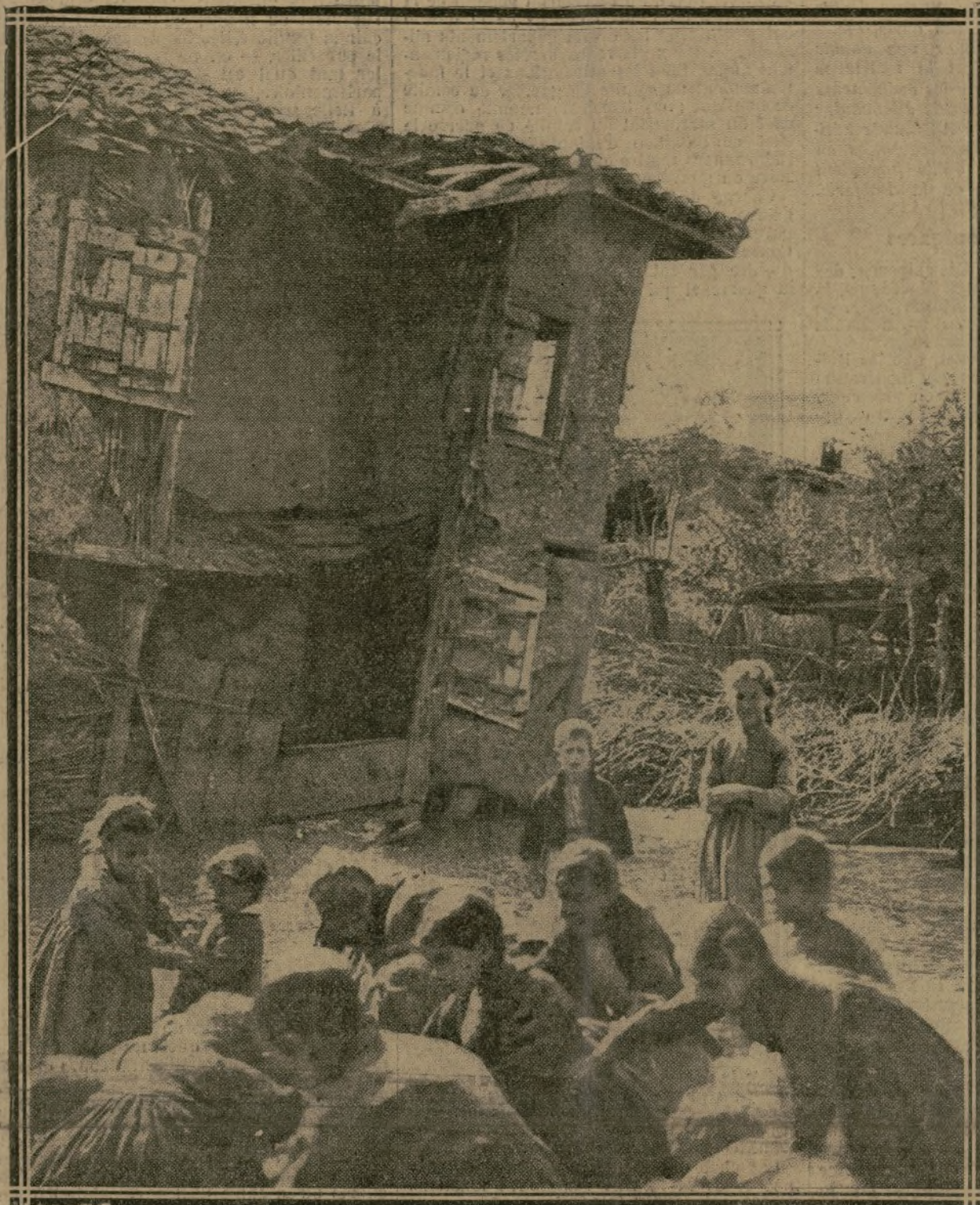
Huitième année. — N° 2.496. — 10 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Samedi
15
SEPTEMBRE
1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
« Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45 »
Adresse télégraphique : EXCEL - PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Étranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
« PIERRE LAFITTE, FONDATEUR »

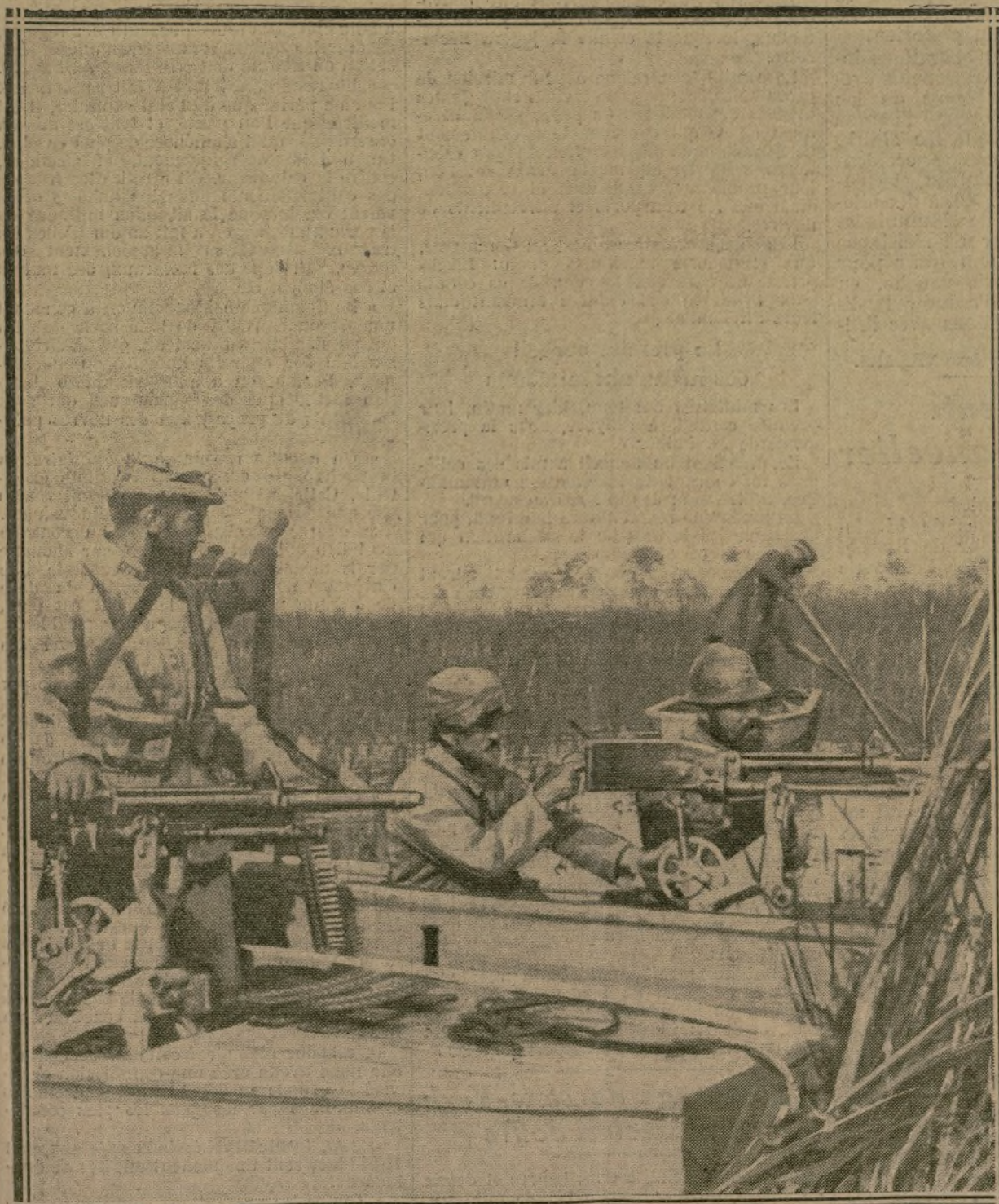
L'ACTIVITÉ RENAIT SUR LE FRONT DE MACÉDOINE



LES MAISONS PITTORESQUES D'UN VILLAGE LACUSTRE



UNE CABANE DE PÊCHEURS PRÈS DU LAC OCHRIDA



POSTES DE MITRAILLEURS INSTALLÉS SUR DES BATEAUX

Depuis quelques jours, l'activité renaît sur le front de Macédoine. Les troupes françaises et russes ont attaqué dans la région des lacs au nord-ouest de Monastir, enlevé plusieurs villages, fait plusieurs centaines de prisonniers et capturé des canons et des



UNE PATROUILLE EN BARQUE AU NORD-OUEST DE MONASTIR

mitrailleuses. Nos documents, absolument inédits, représentent le terrain où notre offensive se développe heureusement malgré les difficultés des moyens de transport. La guerre prend un aspect particulier sur ce front marécageux, parmi les lacs remplis de roseaux.

L'ECHEC DE KORNILOF

Ses troupes fraternisent avec celles de Kerensky.
Son lieutenant se suicide.

KERENSKY RECONSTITUE LE MINISTÈRE

La France apprendra avec soulagement que le péril de la guerre civile est écarté pour la Russie. Non seulement les troupes de Kornilof et celles de Kerensky fraternisent — et cette fraternisation vaut beaucoup mieux que celle qui a eu lieu entre Russes et Allemands dans les tranchées — mais les antagonismes eux-mêmes ne sont peut-être pas éloignés de l'idée d'un arrangement.

Nous savons aujourd'hui que les ambassadeurs des puissances alliées avaient proposé leur médiation au gou-

vernement provisoire, en vue d'éviter un déplorable conflit. Kerensky avait décliné cette offre, mais en remerciant chaleureusement les ambassadeurs. Dé-

jà, en effet, à ce moment, il avait des raisons sérieuses de se croire maître de la situation, et, par conséquent, il avait intérêt à pousser son avantage jusqu'au bout, de façon à prouver manifestement que la tentative de Kornilof était dépourvue de toute chance de succès.

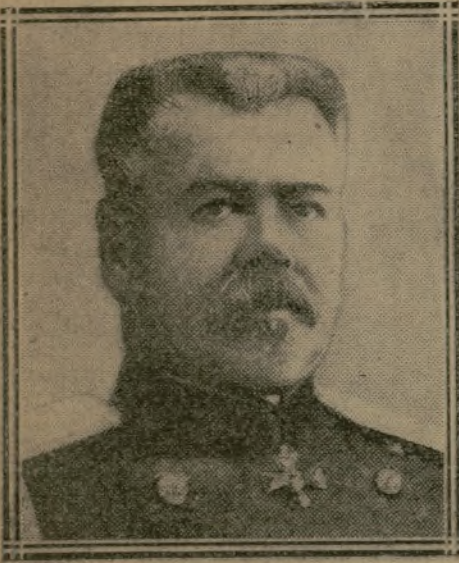
D'ailleurs, à Petrograd, on a si bien eu la sensation que le général Kornilof ne réussirait pas que, depuis plusieurs jours, dans les milieux qui passaient pour les plus sympathiques à sa cause, on se détachait de lui, et personne ne voulait plus être suspecté d'être son partisan. La victoire de Kerensky était dès lors certaine. Pour mieux la souligner, il s'est proclamé généralissime, avec les pleins pouvoirs d'une dictature de salut public.

En même temps, il semble devoir remanier le gouvernement, changer quelques-uns de ses collaborateurs plus ou moins compromis dans l'essai de pronunciamiento et mettre le ministère en harmonie avec la nouvelle situation.

Une seule chose demeure incertaine, ce sont les forces dont Kornilof dispose encore. Ses troupes ont fraternisé avec celles qui ont été envoyées de Petrograd, mais il n'est pas dit qu'elles ne lui restent pas fidèles. Dans ce cas, si Kornilof ne se rend pas, un compromis pourrait intervenir pour mettre fin à une situation qui ne saurait se prolonger. La suggestion qu'avait apportée les ambassadeurs alliés serait alors reprise utilement — du côté russe, cette fois.

De toute façon, on peut penser que l'épisode ne tardera pas à être liquidé, et nous ne devons pas le regretter s'il laisse à Kerensky un prestige indiscuté et une autorité plus étendue.

Jacques BAINVILLE.



GÉNÉRAL LUKOMSKY

qui a fait cause commune avec Kornilof

vernement provisoire, en vue d'éviter un déplorable conflit. Kerensky avait décliné cette offre, mais en remerciant chaleureusement les ambassadeurs. Dé-

Les troupes sont en contact mais fraternisent

PETROGRAD, 14 septembre. — Des informations parvenues par la voie de Finlande disent que l'armée de Kornilof consiste en deux divisions de cavalerie, une d'infanterie et une de cosaques.

Kaledine, le fameux chef des cosaques, lui avait promis son appui. Il est à Rostov-sur-Don.

Aucune information n'est encore parvenue au sujet de la rencontre des troupes gouvernementales et de celles de Kornilof, mais l'on dit que ce dernier est actuellement cerné, et que ses forces sont séparées en trois tronçons, alors que, sur ses derrières, les gares de Pskov et de Dno sont occupées par les troupes de Kerensky. (Radio.)

PETROGRAD, 14 septembre. — Les armées de Kerensky et de Kornilof, marchant l'une contre l'autre, sont actuellement très rapprochées et déjà les avant-gardes sont en contact; mais, fait curieux, au lieu de se combattre les soldats fraternisent.

Un lieutenant de Kornilof rentre à Petrograd et se tue

PETROGRAD, 14 septembre. — Le commandant des troupes avancées du général Kornilof, le général Krymof, est arrivé à Petrograd après avoir sommé ses troupes de déposer les armes et de se soumettre au gouvernement.

Le général Krymof a été reçu par M. Kerensky, puis il est rentré chez lui et s'est tiré un coup de revolver. Blessé grièvement, il a succombé ensuite.

M. Goutchkof, ainsi que les collaborateurs du Novoté Vrémia qui avaient été arrêtés sous l'inculpation de rébellion, ont été remis en liberté.

Kerensky dictateur

PETROGRAD, 14 septembre. — Kerensky, qui s'était précédemment nommé généralissime, vient de se proclamer dictateur. Les démissions officielles des ministres sont celles de MM. Terestchenko, Nekrasov et Tchernof.

Les intentions de Kornilof

PETROGRAD, 14 septembre. — Les nouvelles demandes du général Kornilof tendent à la nomination d'un triumvirat composé de trois dictateurs dont l'un serait lui-même, et à la suppression de tous les comités aux armées des ouvriers et soldats.

PETROGRAD, 14 septembre. — L'Isvestia, organe du Soviet, fait savoir que le général Kornilof et le général Lukomsky, chef de son état-major, ont déclaré qu'ils sont prêts à comparaître devant un tribunal révolutionnaire et à être jugés sur l'organisation de la révolte.

Remaniements dans le haut commandement

PETROGRAD, 14 septembre. — Le général Roussky a été nommé commandant en chef du front nord en remplacement du général Klembovsky, relevé de ses fonctions.

Le général Dragomirov est nommé commandant en chef des armées du front sud-ouest en remplacement du général Denikine, arrêté et traduit devant une cour révolutionnaire sous l'inculpation de trahison.

Le remaniement ministériel

PETROGRAD, 13 septembre. — On annonce les nominations suivantes :

Le colonel Verchovsky, commandant militaire du district de Moscou, est nommé ministre de la Guerre, et l'amiral Verdelevski, ancien commandant en chef de la flotte de la Baltique, ministre de la Marine. Le général Teplov est nommé commandant du district militaire de Petrograd.

M. Paul Poltschinsky, ancien ministre du

L'OFFENSIVE ALLEMANDE SUR LE FRONT ROUMAIN VIENT DE S'ARRÊTER

Les raisons de cet arrêt sont à la fois militaires et diplomatiques.

JASSY, 13 septembre. — D'après les nouvelles qui parviennent du front, les armées allemandes ont non seulement arrêté complètement leur offensive, mais elles se sont retranchées, prenant une attitude très nette de défensive, installant des réseaux de fils de fer barbelés, creusant des abris, etc.

Cette attitude paraît avoir une double raison : la première, c'est la résistance roumaine admirable, malgré les événements russes, qui a déjoué les calculs allemands ; la deuxième serait que les Allemands hésitent à faire de nouveaux sacrifices en présence de prétentions qu'ils jugeraient exorbitantes de la part de la Bulgarie. (Havas.)

Les exigences bulgares

BERNE, 14 septembre. — Les exigences des Bulgares, qui revendiquent la Macédoine, la Dobroudja et même une certaine partie de la Roumanie occupée, créent aux Allemands de nouveaux et sérieux embarras.

Ils auraient désiré, en effet, que les Bulgares consentissent à plus de modération dans leurs désirs, afin de pouvoir présenter, sur ce point, des buts de guerre plus acceptables. (Radio.)

La Bulgarie n'accorde pas la moindre concession à une paix de compromis telle que l'Allemagne et l'Autriche cherchent à l'établir. Ayant pris sa revanche de la deuxième guerre balkanique, la Bulgarie veut rester en possession de toutes ses conquêtes.

Cette intransigence constitue un gros embarras pour l'Allemagne et l'Autriche, qui voudraient répondre au pape par un programme d'allure conciliante.

Les Russes progressent dans le secteur nord et dans les Carpathes.

Au nord de la route de Pskov, les Russes ont encore accompli quelques progrès en s'établissant, près de la côte, sur la ligne de la rivière Nitzoupe, dont ils approchaient avant-hier, et en occupant, à trois kilomètres au sud-ouest de Loja, le village de Zegenhof.

Dans les Carpathes boisées, la neuvième armée russe a exécuté avec succès une attaque locale au sud de Radautz, dans la direction de Kimpolung : une hauteur qui domine le village de Solka, sur les premiers contreforts des Carpathes, a été prise, et plus de quatre cents prisonniers sont restés aux mains de nos alliés.

Ce ne sont là, sans aucun doute, que des actions de détail. Elles prouvent tout au moins que les dissensions qui se sont manifestées entre le haut commandement et le gouvernement provisoire n'ont pas eu jusqu'ici d'influence sur la masse des troupes, et que si la propagande pacifiste y avait produit un fléchissement du moral, aujourd'hui, en grande partie conjuré, du moins la guerre civile n'y a pas de partisans. Le soldat russe n'a rien d'un prétoire.

Ce sont également des opérations locales que nos troupes de Macédoine exécutent en ce moment à l'ouest du lac d'Okhrida. Après avoir occupé l'isthme compris entre ce lac et le lac Malik, elles ont remonté sur la rive occidentale, par Pogradetz, Mumlusta, et viennent d'atteindre la cote 1740, à dix kilomètres au nord-ouest de Mumlusta. L'ennemi n'a pu opposer de résistance sérieuse à notre progression, qui a pour effet de couvrir notre aile gauche, en avant de Monastir, et d'assurer la liberté de nos communications avec l'Albanie.

Jean VILLARS.

Nouveau démenti au chancelier

Les révélations abondent.

Nous avons eu hier celles de M. Isvolsky, ancien ambassadeur de Russie, sur le traité secret conclu à l'entrevue de Björke, en 1905, par le tsar, sous l'influence de Guillaume II : ce traité, arraché à l'empereur Nicolas dans un moment de faiblesse, n'eut d'ailleurs aucune espèce de suite. La Russie s'engageait à réconcilier la France avec l'Allemagne et à former une alliance franco-germano-russe contre l'Angleterre. Le tsar lui-même n'osa jamais faire cette proposition à la France et, par conséquent, les machinations de Guillaume II et le traité extorqué par lui au tsar sont restés sans trace et sans effet.

D'autre part, on se rappelle le parti que, ces jours derniers, le chancelier Michaëlis a voulu tirer de la déposition du général Yanouchkevitch, ancien chef d'état-major, au procès Soukhomlinof. Le chancelier prétendait conclure de ce témoignage que l'Allemagne était innocente de la guerre et que la responsabilité en retombait sur la Russie.

Aujourd'hui, c'est le gouvernement de la révolution russe lui-même qui réfute les allégations de Berlin et qui établit la bonne foi de l'ancien régime. Le récit des faits de la semaine fatale de juillet 1914, tel qu'il vient d'être donné à Petrograd par les hommes qui ont succédé à Nicolas II et à M. Sazonof, démontre magistralement que la Russie n'a mobilisé que pour répondre à la menace de l'Allemagne et de l'Autriche.

Le chancelier restera sous le coup de ce nouveau démenti à ses affirmations audacieuses et mensongères, coup d'autant plus rude qu'il lui vient de la Russie révolutionnaire.



GÉNÉRAL MARKOV
chef d'état-major de l'armée du Sud
qui vient d'être arrêté

thie pour la grande démocratie alliée, se sont bornés à offrir leurs bons services pour éteindre une effusion de sang et la guerre civile.

Le communiqué donne le texte d'une note verbale présentée le 10 septembre au ministre des Affaires étrangères par sir G. Buchanan, agissant comme doyen du corps diplomatique, et disant :

« Les représentants des puissances alliées se sont réunis sous la présidence de sir George Buchanan pour délibérer sur la situation créée par le conflit entre le gouvernement provisoire et le général Kornilof. »

« Conscients de leur devoir de rester à leurs postes pour la défense, si besoin est, de leurs nationaux, concurrentement les estimant comme une tâche de haute importance de maintenir l'union de toutes les forces de la Russie pour la continuation victorieuse de la guerre. »

« En vue de quoi ils déclarent à l'unanimité que, dans l'intérêt de l'humanité, et désirant écarter des calamités irréparables, ils offrent leurs bons services dans le but unique de servir les intérêts de la Russie et l'œuvre des Alliés. »

M. PAINLEVÉ RÉGLE LE FONCTIONNEMENT DU COMITÉ DE GUERRE

Celui-ci sera chargé de la direction politique de la guerre.

Avec le sens des réalisations qu'on lui connaît, M. Painlevé s'est mis à l'œuvre.

Dès le lendemain de son arrivée à la présidence du Conseil, il organisait, comme nous l'avons annoncé, sous la direction de M. Emile Borel, un secrétariat général de la présidence du Conseil chargé de la liaison entre celle-ci et les divers départements ministériels. Deux nouveaux arrêtés réglementent aujourd'hui les attributions et le fonctionnement du comité de guerre, du comité économique ; un troisième nomme comme chef du secrétariat au comité de guerre le chef de bataillon d'infanterie de réserve Helbronner, maître des requêtes, commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat.

Chargé de la direction politique de la guerre, le comité de guerre étudiera, préparera et soumettra à l'approbation du Conseil des ministres toutes les questions d'ordre général concernant la conduite de la guerre et qui sont de nature à engager



M. PAINLEVÉ
quitte le ministère de la Guerre pour aller au premier conseil à l'Élysée.

la responsabilité du gouvernement. Il se réunira au moins une fois par semaine.

Les chefs d'état-major généraux de l'armée et de la marine rempliront fonctions de rapporteur. Les généraux commandants en chef, les majors généraux de l'armée, le sous-chef d'état-major général de la marine, les représentants à l'étranger de la République française pourront être convoqués en comité de guerre pour y être entendus, lorsque le comité le jugera nécessaire.

Le comité économique a pour mission de coordonner l'action des services chargés des intérêts économiques du pays, particulièrement en ce qui concerne le ravitaillement de l'armée et de la population civile, en matières, matériel et objets d'alimentation, leur production, acquisition et répartition, ainsi que les transports et affrètements de navires.

Les sous-secrétaires d'Etat au Commerce, aux Transports maritimes et au Blocus prendront part aux travaux de ce comité pour l'examen des affaires rentrant dans leurs attributions.

Le premier conseil des nouveaux ministres

Les ministres ont tenu, hier matin, leur premier conseil, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré.

Le président du Conseil a mis ses collègues au courant de la situation diplomatique, militaire et des affaires en cours. La prochaine réunion aura lieu lundi pour examiner les termes de la déclaration qui sera lu mardi aux Chambres.

Les membres du gouvernement tiendront désormais chaque semaine deux conseils des ministres et un conseil de cabinet auquel pourront assister les sous-secrétaires d'Etat.

La présidence de la commission du budget

L'entrée de MM. Klotz, Raoul Péret, Renard, Maurice Long, Paul Morel et Jacques-Louis Dumesnil dans le ministère Painlevé et la nomination de M. Noulens comme ambassadeur à Petrograd ont laissé sept places vacantes à la commission du budget. Les groupes auxquels appartiennent ces parlementaires seront appelés dès la rentrée à désigner les nouveaux commissaires.

M. Klotz était, d'autre part, le président et M. Raoul Péret le rapporteur général de la commission du budget. Et leur remplacement à ces postes n'ira pas sans sérieuses compétitions.

M. Caillaux serait candidat à la présidence de la commission du budget. Il est aussi question de M. Jules Siegfried, vice-président, et de M. Charles Dumont. M. Albert Lebrun sera candidat au rapport général.

L'hommage de New-York au maréchal Joffre

C'est aujourd'hui, à onze heures et demie du matin, qu'aura lieu, à l'Ecole militaire, la remise solennelle au maréchal Joffre de la branche de chêne en or massif qui est offerte au vainqueur de la Marne par la Ville de New-York, en souvenir de sa visite en Amérique.

Cet objet d'art sera remis au maréchal par M. William Sharp, ambassadeur des Etats-Unis.

M. TURMEL VEUT FAIRE UN VOYAGE EN SUISSE MAIS ON L'EN EMPÊCHE

Arrivé hier à Bellegarde, il a dû rebrousser chemin.

M. Turmel n'est pas venu hier au Palais-Bourbon.

Cette absence n'a surpris personne, car on savait qu'il avait essayé de se rendre en Suisse comme il l'avait annoncé dans sa lettre aux questeurs. On savait aussi, on l'assurait du moins, qu'il n'avait pu franchir la frontière, les inspecteurs chargés de le surveiller, — on ne peut que le surveiller tant qu'il est couvert par l'immunité parlementaire, — lui ayant fait connaître, à Bellegarde, qu'on l'empêcherait d'aller plus loin. On annonçait ainsi son prochain retour à Paris.

De toute façon, l'affaire sera portée à la tribune de la Chambre, soit par le dépôt d'une demande d'autorisation de poursuites, soit par voie d'interpellation. On prête, en effet, à M. James Hennessy l'intention d'interpeller à la rentrée dans le cas où la lumière ne serait pas faite sur l'affaire Turmel.

Une inexactitude a été relevée dans les déclarations de M. Turmel. Celui-ci a dit, en effet, que le 17 juillet une enveloppe cachetée avec une suscription à son nom et contenant 27.000 francs en billets suisses se trouvait encore dans son casier. Or, c'est le 9 juillet que les 25 billets de 1.000 francs — dont 20 avaient des numéros se suivant — avaient été trouvés dans une enveloppe ouverte, sans suscription, et déposés à la questure.

La Banque Fédérale Suisse, qui a émis les billets, aurait refusé de faire connaître à qui ils ont été remis en sortant de ses guichets.

On a annoncé que M. Darrau, commissaire aux délégations judiciaires avait reçu mandat de procéder à des recherches au sujet des fonds déposés en banque par M. Turmel. M. Darrau, précisait-on, avait effectué trois perquisitions : l'une chez un ami de M. Turmel ; les deux autres chez un parent de cet ami et chez une dame. M. Darrau déclare qu'il n'a procédé à aucune de ces perquisitions.

L'état sanitaire de l'armée d'Orient

Ce que M. Justin Godart a vu à Salonique.

Au cours d'un long entretien qu'il a bien voulu nous accorder, M. Justin Godart, sous-secrétaire d'Etat du Service de santé, nous a donné hier quelques-unes des impressions qu'il a recueillies au cours de son voyage en Orient.

« Nos troupes font là-bas, nous dit-il, avec un moral admirable, une guerre à la fois européenne et coloniale, c'est-à-dire doublement difficile : européenne par les moyens d'action qu'elles utilisent et les efforts qu'on exige d'elles, coloniale par les conditions que leur impose un climat meurtrier. »

« Toutes les difficultés, tant au point de vue militaire que sanitaire, ont été vaincues au prix de travaux réellement formidables. Il a fallu créer des routes, assainir des régions, assurer les détails complexes d'une organisation où rien ne doit être laissé au hasard. »

« Le résultat est tout à fait satisfaisant. Pour ne parler que de l'état sanitaire, il est meilleur que l'an passé, et tout est mis en œuvre pour qu'il s'améliore de plus en plus. On a lutté énergiquement, efficacement, contre le paludisme. On a retiré les troupes des cantonnements malsains qu'elles occupaient ou, lorsque la situation militaire ne le permettait pas, on a fait autour d'elles les travaux nécessaires : assèchement des marais, pénétration des ruisseaux, des marais et des étangs, etc. »

« De Salonique à Monastir on a construit une seconde route, de telle sorte qu'elles ont pu s'établir à mi-coteau, c'est-à-dire assez loin des endroits humides ou marécageux. Partout on a entrepris la destruction méthodique des moustiques qui sont les agents de propagation des fièvres paludéennes. »

« On a enfin recouru à la quininisation préventive qui donne des résultats excellents. Cette méthode simple n'avait contre elle que des préjugés qu'il a fallu vaincre. Elle s'est généralisée grâce au contrôle quotidien qui peut être exercé sur l'homme par le médecin. Si celui-ci constate que l'intérêt n'a pas pris le matin la dose de quinine nécessaire, le soldat est puni, ses chefs étant tenus pour responsables. »

« Mais vous devez alors employer des quantités énormes de quinine ? »

« Le ravitaillement nous la demande par 30.000 kilos. »

« Du fait de ces mesures, en juin, juillet et août 1917, le paludisme primaire a été dix fois moins fréquent parmi nos troupes que dans la même période de 1916. »

« Enfin, là-bas comme ici, la vaccination a totalement vaincu la fièvre typhoïde et l'on étudie actuellement, chez nous, un nouveau vaccin à l'huile qui ne donnera pas de réactions violentes et avec lequel une piqûre — au lieu de deux — suffira. »

« C'est donc le paludisme qui a nécessité les plus gros travaux. La question nous a paru si importante que, pour la France, nous nous sommes demandé si le retour des permissionnaires, des convalescents, et, enfin, des troupes ayant séjourné là-bas plus ou moins longtemps n'allait pas constituer un danger. »

« C'est pour répondre à cette préoccupation que nous avons créé une commission et divisé la France en secteurs qui sont étudiés et surveillés par les gens les plus compétents. »

« Enfin, trente-sept hôpitaux spéciaux, soit 11.545 lits, sont uniquement affectés aux paludéens. »

« Toutes les précautions sont donc prises pour que le péril paludéen ne menace pas la métropole, car là, comme en toute chose, on ne saurait mieux agir que préventivement. » — ROGER VALBELLE.

LE "TIP" remplace le Beurre
Agg. Pellerin, 82, r. Rambuteau (21^e le 1/2 kg.)

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE
Rue de Rivoli, 53, PARIS
Commerce, Comptabilité, Sténographie, Langues, etc.
Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats.

LES CONTES D'EXCELSIOR

LA FRAULEIN

PAR

HORACE VAN OFFEL

Mon oncle Arthur était le plus fameux per-

ruquier de la ville d'Anvers. Sa maison res-

semblait à une grande ruche parfumée.

Au rez-de-chaussée était la boutique, tou-

chant au salon de coiffure; au premier étage

se trouvaient les installations de l'Institut de

Beauté (manucure, pédicure, massage facial)

et, plus haut, les ateliers où trois, quatre gar-

çons joyeux, frisés et prestes, fabriquaient,

peignant, calamitraient sans cesse des

morceaux de faux toupets, de froufrous, de

chichis, de chignons et de postiches.

J'allais là tous les jeudis pour tenir compa-

gnie à mes cousins, Pierre et Olivier. Ils

avaient, l'un douze ans, l'autre dix. Dans les

greniers déserts, nous menions grand train et

nous nous amusions comme des dieux.

Car les greniers de l'oncle Arthur étaient

un séjour merveilleux. Ils étaient remplis de

vieux accessoires de théâtre, de couronnes de

rois, de chapeaux de bergères, de sceptres en

carton, de casques romains, de cothurnes,

d'épées, de dagues et de rapières. On dit

que tous les personnages fameux de l'histoire,

des contes et des chansons avaient passé par

là, en y oubliant quelque chose de leur pa-

raure, tels ces papillons qui s'envolent en vous

laissant le vermillon de leurs ailes sur les

doigts. A présent encore il me semble que j'y

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

COMMENT KERENSKY, DANS LA NUIT DU 8 AU 9, APPRIT LA MARCHÉ EN AVANT DE KORNILOF

PETROGRAD, 10 septembre (retardée dans la transmission). — C'est dans la soirée du 8 septembre, vers 9 heures, que le procureur Lvof se rendit au Palais d'Hiver où les ministres étaient réunis en Conseil, pour remettre à M. Kerensky l'ultimatum du général Kornilof demandant des pouvoirs dictatoriaux. M. Kerensky communiqua immédiatement la nouvelle aux membres du gouvernement et essaya d'entrer en communication téléphonique avec Kornilof. Il était deux heures du matin quand il obtint la communication. Le général Kornilof confirma sa demande et les pouvoirs de son délégué le procureur Lvof.

M. Kerensky réunit aussitôt tous les ministres présents au Palais d'Hiver et manda d'urgence ceux qui ne s'y trouvaient pas. Seul, M. Plekhanof n'assista pas à la séance. Le gouvernement décida de sommer le général Kornilof de renoncer à ses desseins. En même temps, les ministres se mirent d'accord sur la nécessité d'arrêter M. Lvof, de destituer le général Kornilof et de prendre toutes mesures pour étouffer le coup d'Etat. L'exécution de ces mesures, sanctionnées par le gouvernement provisoire, fut confiée à M. Kerensky.

Vers 5 heures du matin, le premier ministre fit appeler au Palais d'Hiver les représentants de la force militaire et leur donna des ordres. Peu après, une communication de Slavka annonçait que le général Kornilof avait fait arrêter M. Fjolenko, commissaire du gouvernement. M. Kerensky entra alors à nouveau en pourparlers téléphoniques avec le général Kornilof, le sommant de se démettre de ses pouvoirs de généralissime. Le général refusa énergiquement et la communication fut coupée.

Ayant avisé ses collègues du cabinet du résultat infructueux de ses tentatives de négociation, M. Kerensky, après une courte discussion voulu tenter une dernière fois de faire pression sur Kornilof, mais celui-ci se refusa à toute discussion et déclara qu'il était décidé à assumer complètement la charge du pouvoir, afin de constituer un nouveau gouvernement, selon sa raison et sa conscience et que, dans ce but, il avait déjà donné ordre à ses troupes de marcher sur Petrograd.

En présence de cette situation très nette, le gouvernement arrêta les décisions qu'il porta à la connaissance du public par une déclaration.

MM. Tchernof et Skobelef se rendirent au Soviet. Le Soviet n'approuva pas l'intention du gouvernement de confier le pouvoir à un Directoire composé de cinq membres : MM. Kerensky, Savinkof, Nekrassof, Kichkine et Terestchenko. Tous les ministres remirent alors leur démission à M. Kerensky afin de lui laisser entière liberté d'action.

M. Kerensky est entré en pourparlers avec le Soviet dans le but de créer un Conseil National constitué par des représentants des groupes démocratiques dans le sens exposé par la déclaration de M. Tchcheidze à la Conférence de Moscou.

A deux heures du matin le général Alexieff fut appelé d'urgence et eut une longue conférence avec M. Kerensky.

A Petrograd, la journée de dimanche fut calme, la population étant encore dans la complète ignorance des événements qui se déroulaient. On remarquait seulement que les postes de garde dans les ministères et institutions d'Etat étaient renforcés et que de nombreux messagers à motocyclette parcouraient la ville. Ce n'est qu'assez tard dans la soirée que se répandit la nouvelle.

Ce matin, la ville a conservé son calme, mais on s'arrache les journaux qui d'habitude ne paraissent pas le lundi et qui publient de nombreuses éditions spéciales. La pluie tombe à torrents.

Dans les milieux de l'état-major, on affirme que toutes les mesures ont été prises pour s'opposer au mouvement du général Kornilof dont certaines troupes, dit-on, seraient arrivées à Dno.

On parle de nombreuses arrestations, notamment de celles de M. Goutchkof, Pouchkevitch et des généraux Soukhomski et Krylov; toutefois, ces bruits ne sont pas confirmés.

S'il fallait en croire le *Retch* et le *Birjevia* *Viedomosti*, le général Kornilof n'aurait jamais songé à ourdir un complot et les graves événements actuels résulteraient d'un malentendu entre le généralissime et le gouvernement provisoire. (Radio.)

Le désir de paix de l'Autriche

GENÈVE, 14 septembre. — Le *Journal de Genève* publie des détails sur la réunion tenue à Vienne, le 17 juillet, et autour de laquelle un silence complet avait été fait jusqu'ici. Parmi les personnalités qui assistèrent à cette réunion se trouvaient le prince Charles d'Auersperg, le prince de Thurn et Taxis, le comte Mensdorff, le professeur Lammassch et M. Elsnér, président de la Cour suprême de Justice.

Le professeur Foerster, de l'Université de Munich, dont les sentiments d'hostilité envers le gouvernement allemand sont bien connus, était présent et prit la parole. Il insista tout d'abord sur la nécessité de faire la paix, puis, en termes véhéments, reprocha la doctrine prussienne de la force et déclara que les puissances qui avaient commencé la guerre devaient rapidement la terminer.

M. Redlich, membre éminent du Reichsrat,

prononça un vigoureux discours sur le même thème que le professeur Foerster.

D'autres orateurs prirent encore la parole, puis l'assemblée adopta une résolution demandant instamment au gouvernement autrichien de prendre des mesures pour amener la paix.

L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne protesta contre la présence de Foerster en Autriche, déclarant que les autorités autrichiennes n'auraient jamais dû lui permettre de franchir la frontière.

Berlin s'offense surtout que deux Autrichiens aussi en vue que le professeur Lammassch et le député Redlich aient chaleureusement accueilli Foerster et aient déclaré partager ses vues et que des hommes tels que le prince d'Auersperg et le prince de Thurn et Taxis aient écouté le discours de Foerster sans protester. (Radio.)

LA SUÈDE ET L'AMÉRIQUE RÈGENT DIPLOMATIQUEMENT LES INCIDENTS ARGENTINS

ZURICH, 14 septembre. — Les journaux suisses reproduisent un télégramme de l'agence Wolff annonçant que M. Morris, ministre des Etats-Unis à Stockholm, a eu un long entretien avec l'amiral Lindman, ministre suédois des Affaires étrangères, et que cet entretien a abouti à un accord entre les Etats-Unis et la Suède au sujet des incidents argentins.

Le gouvernement suédois prend des sanctions contre un fonctionnaire

STOCKHOLM, 13 septembre. — On annonce officiellement que, comme première conséquence de l'affaire des télégrammes chiffrés, le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, M. Everlof, vient d'être mis en congé jusqu'à la fin de l'année courante. Pendant ce laps de temps M. Everlof se consacra à l'examen de quelques questions du ministère de la Justice.

M. Everlof était déjà secrétaire du ministère des Affaires étrangères sous le ministre Wallenberg qui précéda le ministre Lindmann.

Comment Luxbourg est revenu à Buenos-Aires

BUENOS-AIRES, 14 septembre. — Le comte de Luxbourg, venant de Cordoba et craignant une démonstration hostile à la gare de Buenos-Aires, est descendu au village de San-Martin, à 20 kilomètres de Buenos-Aires, sous la protection des autorités.

Le chef de la police et le secrétaire de la légation allemande attendaient, en automobile, l'arrivée du train dans lequel se trouvait le comte de Luxbourg. Celui-ci n'osait pas sortir. Le secrétaire est monté dans le wagon.

Lorsque le comte de Luxbourg eut vu la foule et entendu quelques coups de sifflet, il a hésité à descendre. Sans répondre aux questions qui lui étaient posées, il a demandé très ému : « Où donc sont mes amis ? » Le chef de la police l'a accompagné dans son auto jusqu'à son domicile.

En raison de l'impossibilité de s'embarquer demain, le comte de Luxbourg a été autorisé par le président à demeurer ici jusqu'au moment où il pourra partir.

On assure que le comte de Luxbourg, en quittant l'Argentine, se rendrait au Chili. Il aurait retenu une cabine à bord du *Zealandia*, qui doit partir vendredi.

Le comte de Luxbourg est rappelé à Berlin

BALE, 14 septembre. — On mande de Berlin :

« Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères a demandé au ministre de la République Argentine à Berlin de transmettre télégraphiquement au comte de Luxbourg l'ordre de son gouvernement de rentrer à Berlin pour fournir un rapport verbal sur l'incident provoqué par la publication de ses télégrammes.

« Le gouvernement argentin est prié en outre de vouloir bien donner un sauf-conduit au comte de Luxbourg afin qu'il puisse rentrer en Allemagne. »

LE MINISTRE DE SUÈDE AU MEXIQUE SERVAIT LUI AUSSI L'ALLEMAGNE

WASHINGTON, 14 septembre. — M. Lansing publie une lettre du ministre allemand au Mexique von Eckardt adressée, le 8 mars 1916, au chancelier allemand, l'informant que le ministre suédois à Mexico agissait comme intermédiaire dans la transmission de documents officiels, diplomatiques allemands et suggérant de lui décerner secrètement la décoration de l'Ordre de la Couronne.

Voici d'après les journaux le texte de cette lettre :

« Depuis son arrivée ici, M. Cronholm, ministre de Suède, n'a pas caché ses sympathies pour l'Allemagne ; il est entré en relations suivies avec la légation, il est le seul diplomate dont on puisse obtenir des informations provenant des camps ennemis ; de plus, il agit comme intermédiaire dans la transmission des documents diplomatiques entre nos légations et Votre Excellence. Il se rend fréquemment en personne au bureau télégraphique, souvent tard dans la soirée, afin de remettre les télégrammes.

« M. Cronholm n'est pas décoré d'un ordre suédois, mais seulement d'un ordre chinois. Je soumets à Sa Majesté de le décorer de l'Ordre de la Couronne de deuxième classe. Il serait peut-être désirable de ne pas éveiller les soupçons de l'ennemi ; c'est pourquoi, si ma proposition est agréée, je conseille que la chose ne soit communiquée à personne autre qu'au récipiendaire et à son gouvernement, sous le sceau du secret, et de renvoyer la publication de la remise de cette décoration jusqu'après la guerre. »

Le ministre allemand conclut en disant qu'il serait particulièrement reconnaissant d'être avisé télégraphiquement que cette décoration a été accordée.

Les Etats-Unis ont l'intention de ne pas faire de représentations à ce sujet à la Suède ni au Mexique, mais ils considèrent comme probable que le gouvernement mexicain saisira l'occasion pour montrer sa sincérité et son désir de sauvegarder sa neutralité.

Une conférence au ministère de la Justice sur l'affaire Turluel

Hier soir, à six heures, M. Raoul Péret, ministre de la Justice, mandait place Vendôme MM. Lescouvé, procureur de la République, et Hudelo, préfet de police, afin d'examiner, avec eux, le dossier établi par M. Darrou, commissaire aux délégations judiciaires, au cours d'une enquête discrète, conduite par ce magistrat au lendemain de la remise, à M. Paul Deschanel, de la fameuse enveloppe.

Au cours de cette conférence, on examina si les faits relevés n'étaient pas suffisants pour motiver l'ouverture d'une information judiciaire contre M. Turluel. On sait qu'en vertu de la loi, au cours des sessions parlementaires, un député reste inviolable tant que la Chambre n'a pas autorisé de poursuites contre lui. Exception est faite cependant à ces prescriptions, dans le cas de flagrant délit.

La question fut résolue par la négative. Mais d'après ce qu'on assurait dans la soirée, il fut décidé que l'enquête préliminaire commencée par la préfecture de police serait poursuivie.

L'affaire du chèque

Le capitaine Bouchardon n'a entendu, hier, aucun des inculpés. Seule, l'audition d'un témoin dans la matinée, et l'après-midi a été employé par l'officier instructeur à envoyer un certain nombre de commissions rogatoires en province et à faire des recherches dans la collection du *Bonnet Rouge*, parallèlement avec celle du journal *la Vérité*, qui se publie à Barcelone.

Bourse de Paris du 14 septembre 1917

VALEURS	Cours précédent	Cours du jour	VALEURS	Cours précédent	Cours du jour
PARQUET					
5 0/0 non libéré	88.05	88.10	100/100	337.10	340.00
5 0/0 libéré	88.05	88.10	100/100	387.10	384.25
3 0/0 amort.	70.15	70.15	100/100	199.25	199.50
3 1/2	62.30	62.30	100/100	400.00	400.00
3 1/2	89.00	89.00	100/100	313.10	312.00
Tunis 1892	380.50	385.00	100/100	1321.00	1332.00
Afrique Occident.	350.50	350.50	100/100	798.00	785.00
1891	350.50	350.50	100/100	829.00	825.00
1892	350.50	350.50	100/100	925.00	934.00
1893	350.50	350.50	100/100	725.00	720.00
1894	350.50	350.50	100/100	1130.00	1130.00
1895	350.50	350.50	100/100	430.00	432.00
1896	350.50	350.50	100/100	1820.00	1820.00
1897	350.50	350.50	100/100	4395.00	4395.00
1898	350.50	350.50	100/100	300.00	307.00
1899	350.50	350.50	100/100	868.00	868.00
1900	350.50	350.50	100/100	435.50	440.00
1901	350.50	350.50	100/100	385.00	385.00
1902	350.50	350.50	100/100	470.00	470.00
1903	350.50	350.50	100/100	365.50	369.00
1904	350.50	350.50	100/100	14.40	14.40
1905	350.50	350.50	100/100	90.00	90.00
1906	350.50	350.50	100/100	3570.00	3570.00
1907	350.50	350.50	100/100	1145.00	1145.00
1908	350.50	350.50	100/100	644.50	650.50
1909	350.50	350.50	100/100	242.50	246.50
1910	350.50	350.50	100/100	25.00	27.00
1911	350.50	350.50	100/100	567.50	572.50
1912	350.50	350.50	100/100	88.50	93.50
1913	350.50	350.50	100/100	120.00	122.00
1914	350.50	350.50	100/100	193.00	197.00
1915	350.50	350.50	100/100	177.50	181.50

METALLS A LONDRES. — La tonne de 1.016 kilos : Cuivre Chili, disponible, 120 ; livrable 3 mois, 119 1/2 ; Electrolytique, 135 ; Etain, comptant, 241 1/2 ; livrable 3 mois, 243 1/2 ; Plomb anglais, 30 1/2 ; Zinc, comptant, 54 ; Argent (l'once), 50.

CHACUN POUR SOI
Les
Pilules Pink
POUR TOUS

LE MONDE

LES COURS

— Mgr le duc d'Orléans et la reine Amélie de Portugal ont assisté à la messe anniversaire de la mort de Mgr le comte de Paris, à Weybridge.

CORPS DIPLOMATIQUE

— S. Exc. l'ambassadeur des Etats-Unis, M. Sharp, vient de faire parvenir à M. F. Lardoux, doyen de la Faculté de Droit de Paris, les remerciements du président Wilson pour l'adresse dont les facultés de droit de France ont pris l'initiative et qui a recueilli les adhésions de toutes celles des pays alliés.

— Le ministre de Serbie, Mme et Mlle Vesnich font un séjour à Versailles.

— La baronne de Gaiffier d'Hestroy, femme du ministre de Belgique en France, a quitté Fontainebleau pour rentrer à Paris.

INFORMATIONS

— La princesse Ruspoli et lord Sackville sont arrivés à Paris.

— Lord Methuen, gouverneur de Malte, vient d'être fait grand-officier de la Couronne d'Italie, en récompense des services qu'il a rendus pendant la guerre.

— Le cardinal de Cabrières est de retour à Montpellier, venant de Rome. L'éminent prélat, qui vient d'entrer dans sa quatre-vingt-huitième année, est en parfaite santé.

— M. Philippe d'Estailleur-Chantierine, directeur de la Nouvelle Revue nationale, qui a été gravement malade, est à présent en convalescence.

— La princesse Jacques de Broglie, actuellement en Suisse, souffre depuis quelques jours d'une pleurésie.

NAISSANCES

— Mme Moret de Rochebrise, née de Kergariou, femme du lieutenant, est depuis quelques jours mère d'un fils, qui a reçu le prénom de Christian.

— Mme François Pary a donné le jour à un fils : Jacques.

MARIAGES

— On annonce les fiançailles de M. Jacques d'Arras, capitaine de cavalerie breveté, fils de M. Georges d'Arras et de Mme, née Courson de La Villeneuve, avec Mlle Marie-Thérèse de Malet de Coupigny, fille du chef d'escadrons et de la vicomtesse, née Muizon.

— En l'église Saint-Charles de Monceau, vient d'être célébré le mariage de Mlle Simone Herscher, fille de M. Eugène Herscher, ingénieur du corps des mines, chef d'escadron d'artillerie à l'état-major de l'armée, et de Mme Herscher, avec M. Alfred Richet, sous-lieutenant au 156^e régiment d'infanterie, décoré de la croix de guerre, fils du professeur Charles Richet, membre de l'Institut, et de Mme Richet.

DEUILS

Nous apprenons la mort :

Du général de division du cadre de réserve Henry Davignon, grand-officier de la Légion d'honneur, et qui commanda la 12^e région de septembre 1914 à juin 1916. Sorti de Saint-Cyr en 1870, il fit la campagne comme lieutenant aux cuirassiers de la garde, il fut fait prisonnier et réussit à s'évader d'Allemagne ;

Du chef d'escadron René Imbert, commandant un groupe d'artillerie lourde, chevalier de la Légion d'honneur, tué à l'ennemi le 3 septembre, à l'âge de quarante ans. Il avait été cité à l'ordre de l'armée en ces termes : " Officier d'un magnifique courage ayant toujours fait preuve de dévouement et d'habileté technique. A été tué à côté de son poste de commandement au moment où il faisait abriter son personnel. " M. René Imbert était le frère de M. Paul Imbert, chef du cabinet du président de la Chambre, et le beau-frère du commandant Pierre de Guilhermier, chef d'escadron d'artillerie aux armées ;

Du lieutenant Bernard Monnier, du 4^e d'infanterie, décoré de la croix de guerre, chevalier de la Légion d'honneur, mort pour la France, le 9 septembre, fils de M. et Mme André Monnier, frère du sous-lieutenant Georges Monnier, tombé en 1915 ;

Du brigadier pilote-aviateur André Le maître, engagé volontaire de la classe 1917, tombé au champ d'honneur à Verdun, le 4 septembre 1917. Il était le fils de M. et Mme Georges Lemaître-Mercier, d'Epervy, dont le fils aîné, également dans l'aviation, est officier pilote-aviateur ;

Du lieutenant de vaisseau Yves Carré, chevalier de la Légion d'honneur, disparu en Méditerranée lors du torpillage du Golo-II.

Prière d'adresser les avis de Naissances, Mariages, Décès, etc., à l'Office des Publications, 24, boulevard Poissonnière, Téléphone Central 5-11. Bureaux : 9 à 6 heures ; dimanches et fêtes, 11 à 12 heures, 5 à 6 heures. Prix spéciaux consentis à nos abonnés.

Ateliers de Constructions Electriques

DU NORD ET DE L'EST

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 30.000.000 DE FRANCS

Siège social : 15, boulevard Haussmann. — PARIS

AVIS AUX ACTIONNAIRES ET PORTEURS DE PARTS

Augmentation de capital de 10 millions de francs

par émission de 40.000 actions de 250 fr. au pair.

Droit de préférence à titre irréductible réservé aux

anciens actionnaires et porteurs de parts, à raison d'une

action nouvelle pour six actions anciennes ou pour

une part possédée.

Les droits des actionnaires et porteurs de parts français

ou alliés, mobilisés, prisonniers ou résidents en

pays envahis ou ayant leurs titres, sont réservés.

Versement d'un quart, 62 fr. 50 c., à la souscription.

On souscrit jusqu'au 30 septembre inclus, au Crédit

Lyonnais, à la Société Générale, à la Banque de Paris

et chez MM. Bénard et Jarislowsky.

L'insertion légale a été faite au Bulletin des Annonces

Légales Obligatoires du lundi 15 janvier 1917 ; toutes

les formalités prescrites par les lois en vigueur ont

été remplies.

VIENT DE PARAÎTRE LA 32^e ÉDITION DES

Marais de Saint-Gond

PAR

CHARLES LE GOFFIC

Premier récit complet de la bataille du Centre

Un volume : 3 fr. 50

G. BABIN. La Bataille de la Marne. 1 vol. 2 fr.

MADELIN. La Victoire de la Marne. 1 vol. 2 fr.

Librairie PLON, 8, rue Garancière, Paris

PNEUS A CORDES

PALMER

CRÉATEUR DE LA CHAÎNE TROIS RESERVES

EXCELSIOR

LA DISTRIBUTION DES PAQUETS AUX PRISONNIERS



UN SERGENT ANGLAIS OUVRE UN COLIS DEVANT SON DESTINATAIRE

Cependant que les Allemands suspendent ou retardent la remise des colis à nos prisonniers, les Alliés observent scrupuleusement les engagements

pris et donnent tous les envois à leurs destinataires. Voici, dans un camp anglais, un sergent examinant, devant les prisonniers, le contenu d'un paquet.

B L O C - N O T E S

Au moment où les journaux se disposaient à supprimer leur feuilleton quotidien : la Mort d'Almercyda ou les Mystères de la prison de Fresnes, les voilà contraints d'en commencer un autre : *Vingt-cinq mille francs au vestiaire ou l'Enigme du Palais Bourbon*. Vraiment, les reporters ne ménagent guère les lecteurs cardiaques par le temps qui court. Pas un jour sans quelque nouvelle péripétie affolante ou quelque incident dramatique.

Mais peut-être pourrait-on reprocher aux auteurs du nouveau roman de ne point mêler assez de psychologie à leur récit. Je sais que le genre n'en exige point. Mais il la supporte. Et, par exemple, ils auraient pu faire remarquer qu'il est extrêmement surprenant, presque invraisemblable, et, pour dire le mot, inouï, qu'un homme de province, fût-il député, exposât dans le plus petit détail l'état de sa fortune.

Aucun Français n'ignore rien des gains de M. Turmel. Nous sommes trente-huit millions à savoir que, durant vingt-cinq ans, il a gagné 30.000 francs par an, qu'il n'en a pas dépensé plus de 7 à 8.000, que sa femme a eu une dot, modeste, il est vrai, mais qu'il a fait fructifier ; que sa fille aura 50.000 francs de dot... Et nous savons même que ces 50.000 francs sont « là-haut », dans la maison de M. Turmel, à côté de cent cinquante autres mille francs destinés à l'achat d'une propriété. (Espérons que ces 200.000 francs ne sont pas seulement placés dans un vestiaire, car il pourrait se rencontrer des gens pour les saisir aussi, et peut-être ne les porteraient-ils pas à la questure de la Chambre.)

Or, peut-être bien les habitudes, à Loudéac, ne sont-elles point les mêmes que dans les autres villes de France. Mais ce serait bien surprenant. Et, dans les autres villes de France, on cache avec le plus grand soin le chiffre de ses revenus. On laisse parfois entendre « qu'on n'est pas sans rien avoir », mais on s'empresse d'ajouter « qu'on a moins qu'il ne paraît », que la vie est dure, et que les placements sont incertains. On prend garde de ne pas toucher ses rentes le même jour ni dans le même endroit. On a mille ingéniosités pour que nul n'en sache exactement le chiffre. Maintenir ce mystère, c'est un trait du caractère national. Et voilà que M. Turmel énumère et additionne au grand jour, voilà qu'il communique à tous les reporters la liste de ses biens ! Si on écrivait une histoire feinte, il faudrait changer cela. Ou bien chacun crierait à l'invraisemblance.

Louis LATZARUS.

Saint Antoine généralissime
Entre tous les généraux qui ont existé, saint Antoine de Padoue paraît tenir une place tout à fait spéciale. Le saint portugais (il était né à Lisbonne en 1195) a toujours joui, en effet, d'une grande vénération parmi ses compatriotes qui attribuent à son secours la libération du Portugal du joug espagnol. Lorsque la Maison de Bragança eut affermi son pouvoir sur le trône du pays, les Portugais demandèrent au roi de bien vouloir nommer le saint généralissime de l'armée. Le roi soumit la demande au conseil des Grands du royaume, mais ceux-ci firent remarquer que, saint Antoine n'ayant jamais fait de service militaire, on ne pouvait lui décerner un tel grade. On décida alors de le nommer patron du Portugal.

Mais le peuple ayant vivement insisté, le roi, pour satisfaire tout le monde, le fit passer successivement par tous les grades militaires. Il commença d'abord par l'enrôler dans l'armée, le promut caporal, et, une fois qu'il fut brigadier-général et maréchal de camp, lui donna des officiers d'ordonnance et décréta que son buste serait toujours porté aux côtés du vice-général qui commandait effectivement l'armée, et que tous les ordres militaires seraient, à l'avenir, lancés en son nom.

Pendant la dernière guerre contre les Espagnols, un boulet de canon ayant emporté net le buste du saint, les Portugais, comme

si vraiment on leur avait tué leur chef, prirent la fuite en entraînant le roi lui-même, qui fut ensuite obligé de signer la paix que lui imposait le vainqueur.

Depuis ce jour-là, saint Antoine de Padoue a gardé sa qualité de patron du Portugal... mais il n'est plus généralissime.

La chaussure de guerre

Le gouvernement anglais y vient aussi. En raison de la pénurie et de la rareté des chaussures, il a décidé d'en organiser la production avec des modèles uniformes.

Cette mesure ne concernerait pour l'instant que les chaussures d'hommes, pour les hommes et deux pour les jeunes gens — sont prévues. De plus, on mettra prochainement en vente des modèles spéciaux pour les ouvriers agricoles, les mineurs et tous autres travailleurs.

Le prix de vente variera entre 13 et 16 shillings pour les chaussures d'hommes ; il sera de 10 shillings 6 pence pour les jeunes gens.

Ces chaussures pourront manquer de « fini », mais elles seront irréprochables comme solidité. Si elles donnent satisfaction, nous dit-on, des mesures seront également prises pour fabriquer des chaussures de femmes.

En France aussi, nous aurons bientôt notre chaussure nationale. M. Clément nous l'a promise pour octobre, souple, solide et bon marché.

L'alliance imprévue

S'il faut en juger par des télégrammes échangés entre le kaiser et le tsar, que publie la Gazette de l'Allemagne du Nord, l'Angleterre et la Russie, dix ans avant la guerre, étaient des ennemis mortelles.

La diplomatie allemande ne bégaiant sans doute pas à ce moment l'idée que dix ans plus tard elles feraient cause commune contre l'Allemagne. Elle a eu, il est vrai, depuis trois ans, d'autres déceptions de ce genre. Le Vorwärts trouve, d'ailleurs, que ces événements constituent, à l'actif de la diplomatie allemande, des « chefs-d'œuvre dans le sens négatif ».

L'utilité du télégraphe

C'est une des particularités de la dernière crise : on a fait ministre un député, M. Franklin-Bouillon, qui se trouve encore en Amérique. C'est par câble qu'il fut consulté et fit connaître son acceptation. C'est par câble aussi qu'il apprit son entrée au gouvernement. On conviendrait qu'il serait difficile de l'accuser d'avoir intrigué.

Un autre parlementaire a failli aussi être « bombardé » sous-secrétaire d'Etat en son absence. C'est M. Bedouce, député socialiste de la Haute-Garonne, qui se trouvait à Toulouse pendant les pourparlers.

Lorsqu'il fut question de lui pour le sous-secrétariat d'Etat des Forces hydrauliques, un ami l'avisa télégraphiquement, lui faisant connaître aussi que le groupe aurait à délibérer sur l'entrée de ses membres dans le ministère.

— Parfait, répondit M. Bedouce, je me range d'avance à sa décision.

Le député de la Haute-Garonne apprit par un second télégramme qu'il n'était pas sous-secrétaire d'Etat. Nous l'avons rencontré hier : il ne s'en montrait pas autrement affecté.

Possession anglaise

Un général anglais, de passage à Paris, visitant, l'autre jour, le Musée, en compagnie de son aide de camp et d'un jeune diplomate français, demandait à voir les flamants.

Devant les flamants roses, qui tournaient dans leur cage, il dit simplement : — Ils sont à moi ! Rire muet de l'aide de camp, qui acquiesce.

Le diplomate supposait que M. Perrier, l'aimable administrateur du Musée, avait offert quelques flamants au général, quand celui-ci demanda aussi à voir les hippopotames.

Dans la maison obscure des hippopotames,

prenaient un bain de fange, le général prononça également du même ton :

— Ils sont à moi ! L'aide de camp eut, derechef, un rire approbateur.

Cette fois, le diplomate s'effarça. Ne soupçonnant plus M. Perrier d'avoir voulu faire à ses hôtes un cadeau aussi embarrassant, il questionna timidement :

— A vous ? Que voulez-vous dire, mon général ?

— Vraiment, monsieur, lui répondit celui-ci, ces bêtes sont à moi ! Que les Allemands viennent donc nous les prendre... en Égypte ou au Cameroun !

Pour être assis en Métro

De plus en plus, il devient difficile de trouver une place assise dans les voitures du métro. On n'y parvient guère qu'en montant dans le wagon réservé aux voyageurs avec bagages.

Cela a l'air paradoxal, puisque dans ce wagon presque tous les sièges ont été enlevés et remplacés par de minces colonnettes qui servent de points d'appui. Mais on a laissé sept places assises à chaque extrémité de la voiture. Et ces places sont toujours libres, parce que les voyageurs qui vont en métro avec des bagages sont relativement peu nombreux et qu'en outre ils sont d'avance résignés à rester debout, tandis que les autres montent dans les voitures ordinaires, décidés à s'asseoir coûte que coûte.

Donc, si vous voulez vous installer tranquillement, montez dans la voiture aux bagages.

Les constantinistes en exil

Les Grecs constantinistes qui ont dû suivre en Suisse leur monarque détrôné sont loin de remonter le prestige de celui-ci et de son entourage. Tous ceux qui ont eu l'occasion de se trouver en rapports avec eux n'hésitent pas, en effet, à les déclarer insupportables.

Pourquoi ? La fureur d'avoir perdu leurs situations se manifeste par une propagande effrénée et incorrecte. Ils ont fondé une petite feuille, l'Echo de Grèce, qui reproduit les assertions des journaux sionistes et gounaristes et injurie copieusement les Alliés. Ils se disent convaincus que l'état de choses actuel ne durera pas plus de six mois, l'Allemagne devant être victorieuse avant la fin de l'année et Constantin devant reprendre sa place sur le trône.

Leur propagande a naturellement des effets contraires à ceux qu'ils espèrent. Elle est à ce point indiscrète que ceux de leurs compatriotes habitués à vivre à l'étranger les évitent autant qu'ils le peuvent.

M. Georges Caradja, l'ancien ministre-président de Roumanie, a même déclaré à un ami qui lui demandait s'il reprendrait des fonctions diplomatiques lorsque Constantin serait de nouveau au pouvoir :

— Oui, mais dans une ville où il n'y aura pas un seul Grec !

LE PONT DES ARTS

Les lauriers de son fils n'empêchent certes point M. Lucien Guitry de dormir, mais ils lui inspirent une noble émulation. Il paraîtrait que le grand acteur veut ajouter à sa gloire le renom d'auteur dramatique, et qu'il vient d'écrire une pièce. Elle sera jouée à la Porte-Saint-Martin et portera le titre suggestif de *Grand-Père*. Nous ne saurions en dire davantage.

On va incessamment nous donner une édition de luxe et définitive des œuvres complètes de ce parfait savant, glorieux de l'intelligence française, qui s'appelle Henri Poincaré. Pour commencer, un de ses plus célèbres ouvrages : la *Science et l'Hypothèse*, avec une notice de M. Gustave Le Bon.

Un inédit de Balzac, c'est devenu aujourd'hui assez rare. La *Revue des Deux-Mondes* va en publier un, retrouvé par le vicomte de Spoelberch de Levenjoul. Il date de 1830 et Champfleury en a parlé. C'est un conte satirique, qui s'appelle *Les Deux Amis*. Il est malheureusement à l'état d'épave.

LE VILLEUR.

THEATRES

Comédie-Française. — Mardi 18 septembre, la Comédie-Française reprendra l'Éducation, l'œuvre remarquable de M. Henry Bernstein, avec tous les artistes qui ont créé les rôles.

Athénée. — M. Lucien Rozenberg retient la date du jeudi 20 septembre pour la répétition générale et la première de *Mou' Euvre*..., la nouvelle comédie d'actualité en 3 actes de MM. Georges Berr et Louis Verneuil.

Gymnase. — La répétition générale de *Petite Reine*, avec Signoret, Victor Boucher, Cousin et M. Mauloy, Mmes Jane Renouard, Exiane et Mlle Nelly Cormon est fixée au vendredi 21 en matinée, la première devant avoir lieu le soir même.

Réouverture. — Au Trianon-Lyrique, ce soir, première (reprise) de la *Petite Mariée*, avec Mme de Poumayrac dans le rôle de Graziella.

Châtelet. — Ce soir, le *Tour du Monde en 80 jours*.

Cet après-midi : Odéon, 2 h., la *Vie de bohème*. Edouard-VII, 2 h. 30, la *Folle nuit*. Scala, 2 h. 30, le *Sursis*.

Ce soir : Comédie-Française, 8 h. 15, *Primerose*. Opéra-Comique, 7 h. 45, *Aphrodite*. Odéon, 7 h. 45, la *Vie de bohème*. Bouffes-Parisiens, 8 h. 30, l'*Illusionniste* (Sacha Guitry).

Variétés, 8 h. 15, la *Femme de son mari*. Gymnase, 8 h. 45, les *Deux Vestales*. Vaudeville, 8 h., la *Revue*.

Châtelet, mardi, mercredi, samedi et dimanche (mat. samedi et dimanche), 8 h., le *Tour du Monde en 80 jours*.

Palais-Royal, 8 h., *Madame et son fils*.

Trianon-Lyrique, 8 h., la *Petite Mariée*.

Ambigu, 8 h. 30, le *Maître de forges*.

Antoine, 8 h. 25, M. Bourdin, *profiteur*.

Michel, 8 h. 30, *Plus ça change...*

Th. Réjane, 8 h. 30, *Une Revue chez Réjane*.

Ensemble succès : Renaissance, 8 h. 30, *Vous n'avez rien à déclarer ?* Porte-Saint-Martin, 8 h., le *Chéméau*.

Cluny, 8 h. 30, le *Trombone de madame*.

Edouard-VII, 8 h. 45, la *Folle nuit*.

Femina 8 h., *Sappho*.

Grand-Guignol, 8 h. 30, *Taïaut ! la Petite Maud*.

Scala, 8 h. 30, le *Sursis*.

MUSIC-HALLS

Olympia, tous les soirs. Mat. vendredi et dimanche.

CINEMAS

Gaumont-Palace, — 2 h. 15 et 8 h. 15.

L'Avertissement, Loc. 4, r. Forest, 10 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

Une épée d'honneur

au général de Castelnau

Rodez, 14 septembre. — L'épée d'honneur que la ville de Saint-Affrique a décidé d'offrir à son glorieux compatriote, le général de Castelnau, le vainqueur du Grand Couronné de Nancy, lui sera remise la semaine prochaine à son quartier général.

Correspondance

Mlle Yvonne Moride, dont on se rappelle les démêlés récents avec la justice militaire pour avoir pénétré, sans autorisation régulière, dans un secteur de la zone des armées, nous demande de préciser qu'elle a été jugée au conseil de guerre en vertu de l'article 5 de la loi de 1886, et non pas pour escroquerie.

Pour assainir la bouche, Raffermer les dents déchaussées, Calmer les gencives douloureuses, le Coaltar Saponiné Le Beuf est un produit de premier choix.

Se méfier des imitations que le succès de ce produit bien français a fait naître. DANS LES PHARMACIES

est immédiatement maîtrisé par les GRENADES françaises, Champagné, fabrice, 3, rue Giffard, Paris (13^e).

LE FEU

est immédiatement maîtrisé par les GRENADES françaises, Champagné, fabrice, 3, rue Giffard, Paris (13^e).

Arthritiques

DIABÉTIQUES - HÉPATIQUES

VICHY

CÉLESTINS

Élimine l'Acide urique.

PETITES ANNONCES

Le manque de place nous oblige à suspendre temporairement la publication de nos Petites Annonces Economiques du SAMEDI, mais celles du Mercredi continueront à paraître régulièrement aux conditions habituelles.

VILLÉGIATURES

Sur la Côte d'Azur

NICE HOTEL GRIMALDI. Dernier confort. Séjour d'automne. Recommandé aux familles.

NICE HOTEL DU LUXEMBOURG. Promenade des Anglais. Ouvert toute l'année. HOTEL DES ÉTRANGERS. Même propriétaire.

NICE HOTEL O'CONNOR, sur jardin. Séjour d'automne. Arrangements pour familles.

NICE « LA COTE D'AZUR » et les Alpes Françaises publient chaque semaine la Liste officielle des Étrangers. L'Office de la Côte d'Azur renseigne sur villas, pensions, hôtels et sur toute la Riviera. — Reçoit les abonnements pour Excelsior.

La Montagne VERNET-LES-BAINS (Pyr.-Orient.) Etablissement thermal ouvert toute l'année. Eaux sulfureuses. HOTEL DU PORTUGAL. Villas. SENEQUE, directeur.

VILLERVILLE « LE GRAND HOTEL » BELLEVUE est ouvert. — Paul Gautier, propriétaire.

Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.